Réfugiés juifs d'Allemagne nazie en Belgique (1938-1944). Une esquisse

Insa Meinen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/287>
DOI : 10.4000/cmc.287
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018
Pagination : 125-143
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Insa Meinen, « Réfugiés juifs d'Allemagne nazie en Belgique (1938-1944). Une esquisse », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 13 | 2018, mis en ligne le 01 juillet 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/287> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.287>

Réfugiés juifs d'Allemagne nazie en Belgique (1938-1944)

Une esquisse

Insa Meinen

L'histoire des réfugiés juifs en Europe de l'Ouest fait partie des réactions collectives d'envergure de la part des Juifs face à la persécution antisémite et à la violence dans les années 1930 et 1940¹. Dans le cadre d'un travail de recherche mené en collaboration avec Ahlrich Meyer, nous avons étudié deux importants mouvements migratoires : d'une part, l'émigration forcée des Juifs depuis l'Allemagne et l'Autriche vers la Belgique, un mouvement qui se transforma, suite aux grands pogroms de 1938, en une migration massive d'hommes, de femmes et d'enfants ; d'autre part, les migrations largement méconnues au sein de l'Europe de l'Ouest dans les années 1942 à 1944 des milliers de Juifs essayant de fuir illégalement les Pays-Bas et la Belgique afin de rallier le Sud de la France pour se mettre à l'abri de la menace : la déportation vers l'Est. Le présent article se concentrera sur la fuite des Juifs de l'Allemagne nazie vers la Belgique.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la « question juive », telle que les national-socialistes la comprenaient, était

¹ Traduit de l'allemand par Sylvaine Gillot-Soreau. Le présent article s'appuie sur l'examen approfondi de 3.800 dossiers individuels de la Police des Étrangers (Archives générales du Royaume). Pour davantage de résultats de cette étude, voir I. Meinen - A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land. Jüdische Flüchtlinge in Westeuropa 1938 - 1944*, Paderborn, 2013 (Trad. : *Vervolgd van land tot land. Joodse vluchtelingen in West-Europa 1938-1944*, Anvers, 2014).

devenue une crise internationale des réfugiés². À l'instar d'autres gouvernements, il était rare que le gouvernement belge délivre des visas d'entrée aux réfugiés juifs. Aux frontières, des réfugiés tentant d'entrer illégalement sur le territoire étaient sans cesse refoulés. Ceux qui avaient réussi à pénétrer de façon illégale dans le pays avaient en revanche de bonnes chances d'y être dans un premier temps tolérés et d'y bénéficier d'une situation régulière, bien que précaire. À cet égard, la politique d'accueil de la Belgique se montrait plus libérale que celle des pays voisins et était par conséquent plutôt positive pour les réfugiés de l'Allemagne nazie. C'est ainsi que la Belgique devint l'un des pays d'accueil les plus importants pour les réfugiés juifs en Europe de l'Ouest. Selon des estimations solides, en 1939, à la veille de l'invasion par la Wehrmacht, 25.000 réfugiés juifs en provenance d'Allemagne et d'Autriche vivaient encore dans ce pays aux dimensions géographiques restreintes, soit un peu plus qu'en France et bien davantage qu'aux Pays-Bas³.

Cela aurait été impensable sans l'aide de soutiens juifs. Non loin de la Gare du Midi, dans la rue Roger Van der Weyden, se trouvaient en 1939-1940 les bureaux du Comité d'Assistance aux Réfugiés juifs. Son directeur, Max Gottschalk, l'éminent

² Toute une série de publications existe à ce sujet. En ce qui concerne la Belgique, voir notamment : Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten. Joodse vluchtelingen en migranten in de dertiger jaren in België*, Bruxelles, 1993. Cf. Fr. Caestecker - B. Moore (éds.), *Refugees from Nazi Germany and the liberal European States*, New York, 2010.

³ H. A. Strauss, « Jewish Emigration from Germany. Nazi Policies and Jewish Responses (I) », dans *Leo Baeck Year Book*, 25, 1980, p. 354. Cf. I. Meinen - A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land...*, *op. cit.*, p. 99 *sqq.* Nous faisons référence aux Juifs d'Allemagne et d'Autriche. À propos de la migration vers la Belgique des Juifs de Tchécoslovaquie, voir J. Misová Chmelíková, « L'émigration juive de Tchécoslovaquie en Belgique dans les années 30 et 40 du vingtième siècle », dans *MuséOn*, 4, 2012, pp. 104-115.

juriste spécialisé dans le droit du travail, était à l'époque vice-président de la Communauté israélite de Bruxelles. En tant que responsable du premier centre d'accueil, ce comité offrait à de nombreux réfugiés, le plus souvent dépourvus de moyens, un soutien matériel, une aide médicale et un conseil juridique⁴.

Dans la cour intérieure du bâtiment de la rue Van der Weyden, là où s'entassaient les demandeurs, on peut lire aujourd'hui encore sur un mur une inscription en allemand datant de cette époque enjoignant les réfugiés à « mérite[r] l'hospitalité qui [leur] est accordée en Belgique ». Celle-ci s'effrite un peu plus d'année en année. Afin qu'elle ne disparaisse pas complètement, l'inscription a récemment été classée.

Inscription murale, rue Van der Weyden à Bruxelles. © Archives privées

Si plusieurs recherches belges sur l'histoire de la politique belge relative aux réfugiés et celle des organisations juives

⁴ Lire à ce sujet : J.-Ph. Schreiber, « L'accueil des réfugiés juifs du Reich en Belgique. Mars 1933 - septembre 1939 : le Comité d'Aide et d'Assistance aux Victimes de l'Antisémitisme en Allemagne », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, 3, 2001, pp. 23-71.

d'aide sont disponibles, on ne connaît en revanche rien ou presque des actions menées par les réfugiés juifs eux-mêmes, de leur combat pour une situation régulière en pays étranger après leur expulsion violente du Reich. Aucune étude ne renvoie à la question du nombre d'hommes, de femmes et d'enfants ayant réussi à échapper au régime nazi en 1938-1939, tombés aux mains de la Gestapo sur le territoire de la Belgique occupée et assassinés à Auschwitz.

C'est le point de départ de notre étude. Nous nous sommes focalisée sur l'histoire des réfugiés et sur leurs stratégies de survie, sans nous limiter à quelques personnalités bien choisies ou à des groupes particuliers tels que des écrivains, des artistes ou encore des hommes politiques. Au contraire, nous nous sommes attachée à retracer le parcours de la masse anonyme des réfugiés. En outre, nous nous penchons avant tout sur ceux qui n'ont jamais pu apporter leur témoignage parce que leurs efforts pour se défendre se soldèrent finalement par un échec.

1938 : l'Allemagne expulse les Juifs

Nous savons qu'à partir de 1938, les Juifs avaient à craindre pour leur vie au sein du Reich. En mars 1938, l'annexion de la République autrichienne se déroula avec une violence antisémite sans précédent. En novembre 1938, les pogroms connus sous l'euphémisme de « Nuit de cristal » s'étendirent à l'ensemble du territoire du Reich. Lors de ces pogroms, la police allemande traîna près de 30.000 hommes juifs dans des camps de concentration. Au moins 500 d'entre eux trouvèrent la mort dans les semaines qui suivirent. Les autres ne furent bien souvent libérés des camps qu'à la condition de s'engager à quitter immédiatement l'Allemagne. Et cela ne constituait que l'une

des méthodes employées pour expulser de façon systématique les Juifs du III^e Reich et les contraindre à émigrer. Comme il ressort des dossiers individuels de la police belge des étrangers, la police allemande envoya à de nombreux Juifs qui n'étaient pas de nationalité allemande et qui résidaient en Allemagne depuis des décennies (en premier lieu les Juifs de nationalité polonaise) un ordre d'expulsion qui les obligeait à émigrer dans les plus brefs délais. La persécution d'un fourreur de la ville de Halle, près de Leipzig, en est le parfait exemple. Celui-ci réussit à s'enfuir en 1938 et à rallier Bruxelles où il déclara dans un procès-verbal : « Je devais quitter le pays dans les dix jours, sinon on m'aurait mis dans un camp de concentration. »⁵

Cette politique d'expulsion forcée excluait toute forme d'émigration régulière et les mesures antijuives du régime national-socialiste rendaient toute évasion difficile. La spoliation des Juifs avant leur départ constituait l'obstacle le plus important, laissant ainsi la plupart des réfugiés sans moyens et incitant par conséquent les pays susceptibles de les accueillir à fermer leurs frontières⁶. On ne peut bien entendu dresser un tableau satisfaisant des difficultés factuelles rencontrées pour quitter l'Allemagne que si l'on se penche sur les circonstances concrètes des tentatives de fuite, abondamment consignées dans les dossiers individuels belges.

⁵ Archives Générales du Royaume, Bruxelles (AGR), Sûreté publique, Police des étrangers, Dossiers individuels, A 324.233.

⁶ Voir, par exemple : S. Heim, « Vertreibung, Raub und Umverteilung. Die jüdischen Flüchtlinge aus Deutschland und die Vermehrung des "Volksvermögens" », dans *Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik*, 15, 1999, pp. 107-138.

L'exemple de la famille Hellmann

Considérés par l'Allemagne nazie comme hors la loi, les Juifs devaient s'attendre sur leur parcours vers la frontière à faire face à la persécution arbitraire pratiquée par les Allemands, qu'il s'agisse de personnes privées ou d'officiels. Le commerçant berlinois Jakob Hellman s'enfuit en octobre 1938 à Anvers. Sa femme l'y rejoignit deux mois plus tard avec leur fils de 14 ans et leur fille de 13 ans. À peine arrivée en Belgique, elle fut interrogée par la gendarmerie belge dans le village frontalier de Hulscheid, dans l'Est de la Belgique. Comme il ressort de sa déposition, elle avait dû rassembler ses dernières forces afin de sortir d'Allemagne avec ses enfants : « Elle nous a expliqué, qu'elle avait été, comme tous ses coreligionnaires, obligée de quitter l'Allemagne ; de Berlin à Cologne elle avait, avec ses enfants, voyagé en chemin de fer, mais que de Cologne la chose avait été impossible parce qu'elle avait, continuellement été en butte aux grossièretés des autres voyageurs. Finalement elle avait frété un taxi pour l'amener jusqu'à Losheim, mais, ce taxi aurait été arrêté par des Gestapos qui l'auraient fait descendre avec ses enfants sous prétexte que les taxis allemands n'étaient pas faits pour des Juifs. [...] Après 7 heures de marche, elle est arrivée à Losheim où des douaniers allemands, après qu'elle aurait été fouillée, lui auraient indiqué le chemin pour Hulscheid sans lui donner aucune adresse de passeurs. Elle serait arrivée dans le village de Hulscheid, la nuit du 15 au 16 vers minuit et s'y serait adressée au seul individu qu'elle a vu dans le village, à savoir un nommé S., le suppliant de l'aider à gagner Anvers pour y rejoindre son mari. S. aurait répondu qu'il ne pouvait l'aider autrement que de la laisser, avec ses enfants,

passer la nuit chez lui [...]. Visiblement la femme ainsi que les enfants étaient moralement et physiquement à bout [...]. »⁷

Alertée par les gendarmes, la police des étrangers de Bruxelles accorda à cette femme et à ses enfants le droit d'entrer sur le territoire bien que son époux Jakob Hellman n'eût encore bénéficié d'aucun statut régulier. Il est possible que l'issue positive de cette décision ait été favorisée parce que la gendarmerie croyait, à tort, que la famille pourrait émigrer aux USA au printemps suivant. Mais en l'absence d'un *affidavit* – la déclaration sous serment d'un citoyen résidant aux États-Unis nécessaire pour obtenir un visa d'entrée – les Hellman ne pouvaient que présenter une notification du consulat américain à Berlin qui indiquait que l'étude de leur demande de visa était exclue avant mars 1939. Au plus tard à partir de septembre 1939, Jakob Hellman déposa aussi, depuis Anvers, une demande d'autorisation d'entrée en Palestine.

Le fait que lui et sa femme soient en possession de passeports polonais arrivés à expiration ne fit qu'empirer leur situation. Avec l'aide de juristes belges et le soutien du comité d'entraide juif d'Anvers, les Hellman durent négocier un certain temps la régularité de leur statut avec la Sûreté, compétente pour les affaires concernant les étrangers, mais furent finalement provisoirement tolérés en Belgique. En 1943, Jakob Hellman fut victime de la déportation pour Auschwitz. Il avait alors 42 ans. Sa femme et ses deux enfants virent la fin de l'occupation allemande en Belgique.

⁷ AGR, Police des étrangers, Dossiers individuels, A 324.367, Rapport de la Gendarmerie Nationale du 17.12.1938, (dans un souci d'anonymat, nous avons abrégé le nom d'une personne dans le document susmentionné).

Quand les réfugiés eux-mêmes deviennent passeurs

Il fallait en général passer la frontière belge illégalement. Pour cette raison, l'aide de tierces personnes était indispensable pour beaucoup de réfugiés. Pour ce qui est des passeurs, il n'est pas aisé de distinguer les initiatives privées, les organisations commerciales et les actions criminelles. Il est facile encore aujourd'hui de discréditer les migrations massives de personnes qui se savent en péril et sont dans la détresse en mettant au premier plan le paiement demandé en échange de l'aide apportée aux fugitifs et en lui donnant ainsi une dimension scandaleuse. Mais sans cela, la fuite des Juifs à travers les frontières n'aurait pas été possible pour bon nombre des cas que nous avons étudiés.

Il convient en particulier de souligner le fait qu'une fois en sécurité en Belgique, des réfugiés eux-mêmes ont à leur tour contribué à aider d'autres Juifs à entrer clandestinement dans leur pays d'accueil. Ils diffusèrent des informations sur les itinéraires à emprunter, communiquèrent des coordonnées où s'adresser en arrivant ainsi que le nom de passeurs locaux, ou bien encore hébergèrent des nouveaux arrivants. Nombreux sont ceux qui essayèrent de faire venir légalement en Belgique les parents qu'ils avaient laissés derrière eux en Allemagne. D'autres réfugiés encore organisèrent plus ou moins professionnellement, depuis la Belgique, le franchissement illégal de la frontière pour d'autres Juifs en provenance d'Allemagne. En dehors de l'aide à l'évasion apportée par les persécutés eux-mêmes, l'usage et la diffusion des faux papiers méritent également d'être mentionnés.

Origine, composition et déroulement des mouvements migratoires

De quelles villes allemandes et autrichiennes les réfugiés venaient-ils ? Quels facteurs décisifs les conduisirent à prendre la fuite ? Certains groupes parmi la population juive, les jeunes célibataires de sexe masculin par exemple, avaient-ils davantage tendance à fuir que les autres ? Les résultats, que nous ne pouvons présenter ici que de façon très partielle, montrent que le déroulement et la composition des mouvements migratoires étaient avant tout dictés par les mesures de persécution des nazis. C'est ce que révèle par exemple la comparaison que nous avons établie entre les réfugiés issus de l'ancien Reich d'un côté et ceux issus de l'Autriche annexée à partir du printemps 1938 de l'autre. En tout, un tiers des réfugiés venait d'Autriche. Mais la terreur antijuive sans précédent qui fit suite à l'annexion entraîna l'arrivée en Belgique de deux fois plus de Juifs d'Autriche que d'Allemagne entre le mois de mai et le mois d'octobre 1938. Après le pogrom de novembre, alors que la vie des Juifs de la vieille Allemagne était aussi menacée, les proportions s'inversèrent.

Les études que nous avons menées sur les différentes nationalités vont également en ce sens. Ainsi la persécution accrue des Juifs polonais au sein du Reich au cours de l'été 1939 conduisit-elle à une proportion extrêmement élevée de Polonais parmi les réfugiés en Belgique. À ce propos, moins de 50 % des réfugiés arrivés en Belgique étaient Allemands. La proportion des réfugiés étrangers, presque exclusivement des Polonais, dépassait de loin la part des citoyens polonais au sein de la po-

pulation juive en Allemagne. En 1933, cette part atteignait 11 % en Allemagne et chuta considérablement jusqu'en 1939.⁸

Familles en fuite : le cas de Selma Neublum-Neuhof

En observant comment les familles juives organisèrent leur évvasion de l'État national-socialiste à partir de 1938, il est frappant de constater que nombreuses sont les femmes mariées qui partirent pour l'étranger, seules ou avec leurs enfants. Ce fut en particulier le cas à la suite du pogrom de novembre, alors que les hommes juifs furent emprisonnés partout en Allemagne. Parmi ces femmes qui durent quitter précipitamment le pays, certaines ne revirent jamais leur mari. Certains couples eurent davantage de chance et le mari emprisonné puis libéré en 1939 put rejoindre sa femme en Belgique. Beaucoup d'autres femmes suivirent leurs époux dans leur fuite après leur libération.

C'est le cas de Selma Neublum-Neuhof qui arriva en Belgique le 1^{er} juillet 1939 depuis Quakenbrück, une petite ville d'Allemagne du Nord, après avoir été refoulée au moins une fois les jours précédents par la gendarmerie belge à la gare frontière de Kalterherberg. Lorsqu'elle déclara son domicile dans la commune bruxelloise de Schaerbeek et qu'on lui demanda pourquoi elle avait quitté son pays, elle répondit : « parce qu'on a mis le feu à ma maison et qu'on a incarcéré mon mari »⁹. À la suite de sa détention dans un camp, son mari avait pu se réfugier en Belgique en mars 1939. Son plus jeune fils, Manfred,

⁸ I. Arndt – H. Boberach, « Deutsches Reich », dans W. Benz (éd.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, 1996.

⁹ « Fragebogen für Ausländer die sich als politische Flüchtlinge bezeichnen », 3.7.1939, AGR, Police des étrangers, Dossiers individuels, A 343.912. Voir aussi pour ce qui suit les archives de Kazerne Dossin, Reliques de Selma Neuhof.

Selma Neublum-Neuhof © AGR

qui n'a alors pas 3 ans, accompagna sa mère dans sa fuite. Les deux aînés devaient sortir d'Allemagne par un convoi d'enfants, mais le gouvernement belge mit fin à ce programme avant même leur départ¹⁰. Dans ces circonstances, la police des étrangers accéda finalement début 1940, de façon exceptionnelle, à la demande des parents de faire venir leurs enfants. Au moins deux des enfants et leur père échappèrent à la Gestapo

¹⁰ À propos de l'histoire des réfugiés arrivés en Belgique avec un transport d'enfants, voir S. Collignon, « Les homes Bernheim et Speyer (1938-1940). Témoignages d'enfants réfugiés d'Allemagne et d'Autriche », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, 6, 2005, pp. 21-67, ainsi que I. Meinen - A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land...*, op. cit. pp. 61-64.

en Belgique. Bien qu'ayant essayé de se protéger grâce à une fausse carte d'identité, Selma Neublum-Neuhof fut arrêtée en avril 1943 et déportée trois mois plus tard à Auschwitz.

Déportation

Lorsqu'il est question des réfugiés juifs de l'ère nazie, on pense en général à ceux qui ont échappé à la Shoah parce qu'ils sont parvenus à quitter à temps l'Allemagne d'Hitler. Pourtant, nombreux furent les Juifs qui ne purent sauver leur vie alors qu'ils avaient réussi à fuir à l'étranger. Ils faisaient partie de ceux qui n'avaient pas trouvé refuge outre-Atlantique mais en Europe de l'Ouest. Ces réfugiés-là se comptaient par dizaines de milliers. Lors de l'invasion de la Belgique, des Pays-Bas et de la France par les troupes allemandes en mai 1940, ils se trouvèrent pris au piège.

D'après nos estimations, 13.250 réfugiés séjournaient encore en Belgique durant l'Occupation, ce qui revient tout de même à 23 % de la population juive totale de ce pays. Nous avons également pu établir le nombre de réfugiés parmi les Juifs déportés de Belgique. Au moins 5.500 hommes, femmes et enfants venus de l'Allemagne nazie furent victimes des déportations pour Auschwitz depuis le camp de transit de Malines, ce qui représente un cinquième de l'ensemble des 25.000 déportés¹¹.

Il ne fait aucun doute que les réfugiés arrivés plus récemment étaient davantage menacés que les Juifs vivant depuis plus longtemps en Belgique. D'une part, certains résultats indi-

¹¹ Voir aussi pour ce qui suit, I. Meinen - A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land...*, op. cit., pp. 101-105 et 119-126.

quent que les dirigeants allemands sélectionnèrent systématiquement en premier lieu les Juifs expulsés du Reich à l'été 1942 et les intégrèrent au programme de la « Solution finale » ; d'autre part, les réfugiés rencontraient d'immenses difficultés lorsqu'ils essayaient de se préserver des arrestations. Il faut en effet partir du postulat qu'ils disposaient de moins de possibilités que les Juifs autochtones en matière de moyens financiers, probablement l'une des conditions les plus importantes pour trouver à se cacher.

Situation matérielle

En comparaison avec le reste de la population juive en Belgique, la situation des réfugiés sur le plan des revenus était extrêmement précaire. Privés par les autorités allemandes de la majeure partie de leurs biens lors de leur départ d'Allemagne, ils se voyaient frappés d'une interdiction stricte de travailler en arrivant en Belgique, tout comme dans d'autres pays d'accueil, et dépendaient de l'aide, à peine suffisante, de comités de soutien juifs. Au tout début de l'Occupation, les autorités belges accordaient certes habituellement aux Juifs démunis en provenance d'Allemagne les aides de l'assistance publique, mais à partir de 1941, la police des étrangers fit réduire le nombre des bénéficiaires.

Cette dernière exigeait sans cesse des réfugiés, en particulier de ceux qui avaient eu maille à partir avec la loi ou les dispositions concernant les étrangers, des documents justifiant de leurs

moyens ainsi qu'une conduite réglementaire dans la mesure où ils ne pouvaient pas justifier d'une activité en règle¹².

L'odyssée de la fuite de la famille Salomon Holländer

Salomon Holländer, originaire de Galicie, arriva d'Allemagne en décembre 1938 à Anvers avec sa femme après que la Gestapo l'eut arrêté et eut posé comme condition à sa libération qu'il

Salomon Holländer ©AGR

émigre sans délai. À Berlin, il faisait le commerce de produits textiles. Début 1939, la police belge soupçonna le réfugié juif de faire du trafic de visas et de devises. Malgré le manque de preuves et la suspension de l'enquête, ce soupçon motiva après le début de la Seconde guerre mondiale la détention de Holländer dans des conditions excessivement dures dans un camp d'internement. Ce n'est que sous l'occupation allemande que la police des étrangers renonça à pro-

longer l'internement du réfugié, mais elle contrôla régulièrement ses sources de revenus.

¹² I. Meinen, « Les stratégies de subsistance des réfugiés juifs en Belgique occupée (1940-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, 12, 2016, pp. 119-190.

S'il avait bénéficié en 1939 du soutien de sa sœur qui vivait à New York, en milieu d'année 1940 sa famille et lui percevaient désormais les aides de l'assistance publique, comme la plupart des réfugiés. Au cours de la seconde moitié de l'année, il entreprit, d'après ses propres déclarations, d'essayer, sans succès, de rallier illégalement le Sud de la France alors encore non occupé afin d'émigrer ensuite aux USA. Selon lui, les passeurs dont il eut besoin dans cette entreprise, le dépouillèrent d'une grande partie de ses ressources. En 1941 il pratiqua un certain temps le marché noir avec des articles textiles après avoir été chassé d'Anvers en janvier 1941 avec sa famille par l'administration militaire allemande et contraint de déménager à Bruxelles. À l'automne 1941, Salomon Holländer disposait encore de quelques ressources et recevait en outre régulièrement des paquets de victuailles de la part de sa sœur. Il promit à la police belge de trouver rapidement une activité lucrative. Au printemps 1942, il ne pouvait certes pas justifier d'une activité, mais déclara que sa femme faisait des travaux de couture à domicile pour lesquels elle était rémunérée.

En août 1942, au moment où les déportations commencèrent et où les Allemands, avec l'aide de la police anversoise, procédèrent aux premières grandes rafles, la famille Holländer quitta son appartement de la commune de Schaerbeek. Avec l'aide d'une propriétaire belge, ils déclarèrent aux autorités municipales un nouveau domicile dans lequel ils n'emménagèrent jamais. Ils s'installèrent en fait à Bruxelles, à une troisième adresse tenue secrète. Lorsque la police des étrangers enquêta à ce sujet à l'automne 1942, elle fit parvenir une convocation à Holländer, à son adresse fictive par le biais de la propriétaire. Le réfugié à présent poussé dans ses derniers re-

tranchements à la fois par les Allemands et par les Belges, mit tout en œuvre pour ne pas être arrêté par la Police SS. Il misa sur la compréhension de la police belge et tenta par écrit d'apaiser les choses et de la dissuader de continuer les recherches. Il écrivit : « Je me confonds en excuses de ne pas venir en personne à votre convocation. J'espère qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer en détail pourquoi je préfère ne pas me présenter en personne. Je suis certain que vous ferez preuve de compréhension eu égard aux conditions dans lesquelles je vis actuellement. Je puis vous assurer que je ne suis plus allé dans la rue depuis le mois d'août de cette année. Je sais bien qu'il s'agit seulement de vérifier à nouveau si je dispose encore de moyens pour assurer ma subsistance et si j'exerce des activités illicites. Je vous donne ma parole que je dispose encore de moyens et que je n'exerce aucune activité illicite. Je ne peux d'ailleurs pratiquer aucune forme de commerce puisque je reste en permanence à mon domicile. Je vous prie de considérer cette déclaration comme suffisante et de différer ce dossier à une date ultérieure. »¹³

L'officier compétent trouva néanmoins l'adresse de la cachette où vivait Salomon Holländer avec son épouse, sa fille et sa belle-mère, et alla l'y trouver encore en décembre 1942 afin d'y examiner en personne sa situation financière. Son rapport contient le dernier témoignage conservé du Berlinoise originaire de Galicie, ce commerçant dans le textile qui cherchait dans un appartement clandestin de l'Est de Bruxelles à échapper à la « Solution finale ». Holländer expliqua au policier belge qu'il était, comme tant d'autres Juifs, recherché par la police alle-

¹³ Lettre de Holländer à la Police des étrangers le 16.12.1942, AGR, Police des étrangers, Dossiers individuels, A 331.022.

mande et ne se dissimulait nullement vis-à-vis de la police belge. Il promet de ne plus jamais avoir recours aux allocations d'aide : quand il serait à court d'argent, il vendrait ses bijoux. Si la guerre n'était pas encore terminée, il pourrait toujours se tourner vers son meilleur ami à Anvers, qui était aisé.

Il enjoignit à l'officier belge de ne pas révéler l'adresse de sa cachette. Il convient de signaler que la police des étrangers accepta sa déclaration en raison de l'argent et des bijoux qu'il lui avait montrés, et ne transmit son adresse ni aux autorités municipales chargées d'enregistrer les déclarations de domicile, ni directement aux Allemands. Néanmoins, ce réfugié ne devait pas voir la fin de la guerre qu'il attendait tant. En août ou en septembre 1943, Salomon Holländer et sa

Lily Holländer-Marbach

© AGR

femme Lily Marbach furent arrêtés par la Police de sécurité allemande et furent déportés par le convoi XXIIA à Auschwitz. Leur fille née à Anvers en 1940 et la mère de l'épouse Holländer qui vivait avec eux dans la cachette de Bruxelles, échappèrent à la déportation et assistèrent à la libération de la Belgique.

Conclusion

La biographie de milliers de Juifs nous montre que leur fuite devant les Nazis, une fuite qui dura souvent des années, se ter-

mina par leur arrestation et leur déportation. On ne s'est jusqu'à présent pas assez intéressé à ces fuites. La littérature consacrée à l'émigration des Juifs depuis l'Allemagne nazie se concentre surtout sur la politique d'asile des pays d'accueil potentiel. Quand il existe des présentations à caractère biographique, celles-ci se limitent à l'exil de personnalités choisies parmi les cercles littéraires, artistiques ou politiques. Les travaux de recherche ici présentés, en revanche, se focalisent sur les réfugiés "anonymes" et relatent l'histoire de l'émigration forcée des Juifs en se basant sur le destin individuel de plusieurs milliers de cas, ce qui nous a permis de faire ressortir des résultats d'ordre général concernant l'étendue, le déroulement et la composition des mouvements migratoires. De cette manière, il devient possible de mesurer comment les hommes, les femmes et les familles réagirent face à la persécution, à leur précarité dans les pays où ils avaient trouvé refuge et pour finir, face à la menace de la déportation.

Parce que la fuite, même lorsqu'elle intervient sous la violence et la contrainte, renvoie toujours à l'action de personnes qui ont leur propre histoire. Les réfugiés prenaient personnellement un très grand risque. Mener à bien une fuite sur de longues distances en évitant les contrôles policiers supposait de recourir à des pratiques illégales telles que la falsification de passeports, les délits concernant les devises, le passage clandestin de frontières, etc., et cela impliquait souvent aussi de faire appel à des passeurs qui se faisaient payer.

Les fuites réussies contribuèrent à la survie des Juifs en Europe de l'Ouest. Cependant, même les efforts vains pour se défendre et les tentatives de fuite avortées méritent l'attention

des historiens. Parce que les réfugiés qui ont été assassinés à Auschwitz et ailleurs, et dont les meurtriers ont voulu effacer les traces, ont eux aussi tout fait pour sauver leur vie et celles de leurs familles.